

Monsieur K. au pays des journalistes.

Le crépuscule de la justice sociale dans l'espace public

Mister K. in the journalists country. The decline of social justice in the public sphere

Jean Pichette

Professeur, Directeur du baccalauréat en journalisme de l'École des médias.

Université du Québec à Montréal

E-mail: jpichette@aqum.ca

Resumé

L'auteur traite le travail du journaliste du point de vue de la langage et son rapport entre les questions de justice sociale. La conception de justice implique un idéal, transcendant la réalité existante pour qu'elle puisse être transformée. La distance entre le vécu et le discours apparaît comme nécessaire pour que un regard critique sur le monde soit possible. Selon l'auteur, la distance, une fois abolie, emmure chacun dans son silence. Toute communication cesse parce qu'il n'y a plus de lieu de rencontre possible : la réalité devient une masse compacte, indifférenciée. Avec la langue, c'est la possibilité de dire le monde qui disparaît : c'est donc aussi la capacité de le juger, de le critiquer et, éventuellement, de le changer, qui disparaît. En se repliant sur lui-même, le monde renonce à écrire son devenir : il se condamne ainsi à être ce qu'il est. Mots-clé : Journalisme, langage, distance, justice sociale.

Resumo

O autor apresenta o trabalho do jornalista em sua relação com a linguagem e com a possibilidade de justiça social. Sua concepção de justiça implica um ideal que transcende a realidade, e esta como uma construção histórica que pode ser transformada. Para que esses processos possam acontecer é necessário um distanciamento do vivido de forma a permitir o exercício da capacidade de julgar, de crítica e, portanto de modificar o mundo. Com a língua acontece o mesmo : sem o devido distanciamento impera um mutismo que impede toda comunicação e condena o mundo a ser eternamente o mesmo. Palavras-chave : Jornalismo, linguagem, distanciamento, justiça social.

I - Réflexions sur le journalisme

Le titre de ma communication, volontairement sibyllin, ne se veut pas une simple coquetterie. Bien sûr, quand on entend " Monsieur K.", on pense immédiatement à Kafka, et c'est évidemment à lui que mon titre fait référence, bien que, comme vous le verrez, un Monsieur K. peut en cacher un autre. Mais pourquoi placer une intervention sur le journalisme et la justice sociale sous le parrainage de

Kafka? Il y a essentiellement deux raisons. La première est qu'il m'apparaît difficile de réfléchir aujourd'hui sur la question de la justice sans référer à Kafka. La seconde, plus décisive encore, vise à rappeler une évidence malheureusement oubliée, malgré les apparences : être journaliste, c'est conter des histoires - comme le faisait si bien cette figure majeure de la littérature du XXe siècle. Et pour conter des histoires, le premier

matériau dont dispose le journaliste est le langage. Réfléchir sur le journalisme, c'est donc aussi, et d'abord, réfléchir sur le langage. Or chez Kafka, le langage apparaît aussi problématique que la justice, comme si l'une ne pouvait se déployer sans l'autre. Dans le prolongement d'une réflexion sur le rapport entre langage et justice chez Kafka, on peut ainsi se demander si le langage des journalistes rend encore possible, aujourd'hui, de poser la question de la justice dans l'espace public. Inspiré par un autre Monsieur K., Karl Kraus, j'interrogerai donc la façon dont le journalisme, au nom de sa fidélité à l'événement, est en train d'appauvrir le langage et de contribuer à rendre impossible d'envisager un monde différent de celui dans lequel nous vivons.

Écrivain autrichien mort en 1936 et fondateur de la revue *Die Fackel* (Le flambeau), redoutable polémiste et satiriste, Kraus a traqué sans pitié la corruption du langage, nourrie selon lui par la presse, qui favorisait ainsi la corruption morale de la société, laquelle allait finalement prendre sous ses yeux la forme du national-socialisme.

Je ne suivrai pas Kraus dans sa volonté de "déjournaliser" la langue, comme il l'a écrit : cela postule en effet l'idée d'une certaine authenticité de la langue que je ne partage pas. Tout comme Kraus, mais de façon différente, ma réflexion sera toutefois guidée par la volonté d'éclairer le rapport entre le langage et le journalisme d'aujourd'hui. La professionnalisation du journalisme au cours du dernier siècle, avec son idéal d'objectivité et la place croissante prise par l'image, nous oblige en effet à penser à nouveaux frais le rapport entre journalisme et langage. Du coup, c'est la possibilité même d'introduire dans l'espace public la question de la justice sociale qu'il nous faudra examiner. Je tenterai donc d'esquisser rapidement quelques

pistes pouvant au moins permettre, je l'espère, de préciser les enjeux qui se nouent autour de la question du langage journalistique et de la justice sociale. Ces enjeux ne touchent pas simplement, à mon avis, la place du journalisme dans la société contemporaine. Car si la nature même du journalisme est mise en cause aujourd'hui - et on ne voit pas comment il en irait autrement quand son matériau premier, le langage, se voit maltraité comme il l'est aujourd'hui -, c'est la société dans son ensemble qui se trouve affectée. Vous aurez donc compris que les propos critiques que je tiendrai sur le journalisme marquent la reconnaissance de l'importance fondamentale que je prête à cette pratique, essentiellement politique à mes yeux. C'est d'ailleurs pourquoi j'estime crucial de réfléchir à ce qu'il advient du journalisme en le situant par rapport à un idéal qui peut seul permettre de juger de sa pertinence dans notre monde.

Avant d'aller plus avant dans ma réflexion, j'aimerais encore préciser un point pour éviter tout malentendu. Je ne parlerai pas ici de concentration de la presse. Ce silence ne signifie pas que j'approuve ce phénomène et, surtout, il ne signifie pas que j'estime ce problème étranger à celui de la place (ou de l'absence) de la question de la justice sociale dans les médias. Bien au contraire, je crois que la concentration de la presse contribue à voiler la question de la justice sociale et qu'elle constitue un très grand péril pour la démocratie. Je suis d'ailleurs d'autant plus sensible à cette question que la concentration de la presse au Québec est peut-être plus forte que partout ailleurs en Amérique du Nord. Mais si je suis convaincu de l'importance de combattre le mouvement de concentration de la presse, je ne crois cependant pas qu'il représente le seul danger guettant aujourd'hui le journalisme. D'une certaine façon, je crois même que la

concentration de la presse est facilitée par l'idéologie médiatique dominante, par une conception du journalisme étroitement liée à sa professionnalisation et à l'idée sous-jacente de l'information qui est la sienne. Mon analyse se situera donc ici en amont de la question de la concentration, ce qui peut permettre d'éclairer ce problème en le sortant de son cadre trop étroitement économique (une dimension fondamentale du phénomène, certes, mais qui n'explique pas tout).

II. Journalisme et justice sociale

Pour comprendre comment le journalisme peut aujourd'hui aborder (ou non) la question de la justice sociale, il faut d'abord examiner, même à un niveau très général, ce qui rend possible de penser quelque chose comme la justice. La justice renvoie à l'idée de norme : elle postule ainsi un écart entre ce qui est et ce qui devrait être. Cela est bien sûr une évidence. L'idée de justice est inconcevable sans celle d'une extériorité de la société à elle-même : elle implique une transcendance de la réalité, jamais entièrement close sur elle-même. Si le monde existe d'une certaine façon, il pourrait aussi être tout autre : l'histoire de l'humanité témoigne de cette ouverture de la réalité. Elle aurait pu s'écrire de façon complètement différente et ceux qui prédisaient il n'y a pas si longtemps la " fin de l'histoire " ont rapidement dû revoir leur scénario : l'histoire n'est pas simplement la réalisation d'un récit déjà écrit. Elle demeure ouverte. C'est du moins ainsi que se l'est représentée l'Occident moderne, qui a placé la liberté au cœur de cette conception de l'histoire. Je ne suis évidemment pas en train de vous dire que cette histoire a vu triompher la justice. Elle a toutefois vu s'opposer différentes visions du monde au sein d'un espace, public, où s'est ainsi peu à peu posée la question de la légitimité

de l'ordre social existant. Cette légitimité ne se posait plus, ou en tout cas de moins en moins, eu égard à la volonté de Dieu : elle opposait des conceptions différentes de la société et de la place des hommes et des femmes à l'intérieur de celle-ci. Un espace de débats s'est ainsi ouvert : un espace de combats, pourrait-on ajouter, où les premières armes étaient faites de mots, qui remettaient en question l'ordre existant, au nom d'autres visions du monde, d'autres narrations de la réalité et de l'histoire, d'autres conceptions des liens devant nouer les rapports entre les individus. Au nom, pour le dire autrement, d'idéaux différents, conflictuels. Et c'est précisément ce qu'implique toujours la justice : un idéal, une norme extérieure, transcendant la réalité existante et la travaillant pour ainsi dire de l'intérieur, pour la transformer et la rapprocher de l'idéal visé.

Dans l'œuvre de Kafka, c'est précisément cette idée de la justice qui devient problématique. Dans cet univers entièrement clos, refermé sur lui-même, totalement immanent, la possibilité que le monde puisse se réfléchir, se regarder et se juger d'un point de vue extérieur à la réalité telle qu'elle est apparaît impossible. On connaît l'errance absurde de K. dépeinte dans *Le procès* et dans *Le château*, où K. se trouve entièrement soumis à une réalité sur laquelle il n'a aucune prise. J'aimerais ici m'attarder un instant sur un autre texte de Kafka, *La colonie pénitentiaire*, un texte qui m'apparaît particulièrement prophétique parce qu'il pose de façon troublante la question éminemment actuelle du rapport entre la justice et la parole. Dans cette nouvelle, un condamné, qui ignore qu'il a été l'objet d'une condamnation, ni pourquoi il l'a été, est exécuté avec une machine qui lui " dit " le pourquoi de son exécution en le gravant sur son corps. Cette machine a en quelque sorte le monopole de la parole, que les

exécuteurs du condamné ne lui adressent pas, si ce n'est pour redoubler les contraintes physiques qu'ils lui imposent. Dans cet univers concentrationnaire, le condamné déchiffre ainsi sa sentence avec ses plaies, comme l'écrit Kafka, qui précise que cette inscription est réalisée par une herse en verre. " À travers le verre, écrit-il, tout le monde peut voir l'inscription se graver sur le corps du condamné. "

Ici, la distance entre l'énonciation et son effet est réduite à néant, s'inscrit immédiatement dans le corps, comme si la communication pouvait faire l'économie d'un rapport symbolique et se fondre dans la chair. Dans la colonie pénitentiaire, il n'y a pas que les condamnés qui sont mis à mort : les mots eux-mêmes s'étouffent peu à peu dans l'abolition d'une distance qui était la condition de leur souffle. Le sens suffoque dans ce monde du trop-plein qui n'en a que pour l'efficacité, sans égard à la finalité du faire, qui étale sans pudeur sa primauté dans la transparence du verre. La langue devient simple appendice de la machine, et la foule qui contemple ce spectacle ne regarde pas seulement s'inscrire dans le corps la puissance de la technique : chacun scrute jusqu'à en jouir sa propre impuissance, il célèbre la futilité des mots en attendant innocemment que la herse visite ses propres entrailles.

Dans ce récit, Kafka pousse ainsi jusqu'à son terme logique l'idée de justice dans un monde totalement immanent. Quand la distance, condition d'un regard critique sur le monde, est abolie, l'idée même que le monde puisse être autrement s'évanouit. Elle n'a plus de sens parce qu'il n'y a plus de sens, plus de lieu où celui-ci puisse être interrogé. La distance, une fois abolie, emmure chacun dans son silence. Toute communication cesse parce qu'il n'y a plus de lieu de rencontre possible : la réalité devient une masse compacte, indifférenciée. Avec la langue, c'est la

possibilité de dire le monde qui disparaît : c'est donc aussi la capacité de le juger, de le critiquer et, éventuellement, de le changer, qui disparaît. En se repliant sur lui-même, le monde renonce à écrire son devenir : il se condamne ainsi à être ce qu'il est.

Quittons maintenant cet univers de l'immédiateté pour rejoindre, avec K., le pays des journalistes, cette contrée de la distance critique et de l'objectivité, qui devrait donc être pour K. ce qu'est le pays des merveilles pour Alice. Le voyage nous réserve toutefois des surprises. On rencontre une armée de travailleurs qui, comme l'écrivait Kraus à l'automne 1914, " n'ont actuellement rien à dire parce que les actes ont pris la parole ", mais qui, ajoutait-il aussitôt, " continuent de parler ". Au moment même où Kafka rédigeait *La colonie pénitentiaire*, Kraus évoquait donc lui aussi, dans un tout autre contexte, cette mainmise des actes sur la parole. Ce rapport ne nous paraît pas fortuit. Il exige que soit creusée et réactualisée cette idée, qui faisait déjà dire à Walter Benjamin, dans un texte sur Kraus, que " le journalisme exprime parfaitement la modification de la fonction du langage dans le monde du capitalisme avancé ". L'enjeu est loin d'être théorique : il oblige à examiner de plus près l'idée maîtresse ayant présidé à la professionnalisation du journalisme au XXe siècle. Formulée de façon particulièrement nette chez Walter Lippmann, dans *The Public Opinion*, en 1922, l'idée d'objectivité a contribué à donner à la pratique journalistique ses lettres de noblesse. Par la distance qu'elle impose au journaliste par rapport à son objet, cette idée semble nous avoir éloigné de l'univers de Kafka. Nous croyons au contraire qu'elle nous y a précipités et qu'elle a puissamment contribué à dévaloriser non seulement la parole journalistique mais la parole en général. Ce faisant, c'est la possibilité de poser la question de la justice

sociale dans l'espace public qu'elle a fortement minée. Pour bien saisir ce qui se joue ici, regardons de plus près la façon dont Lippmann a nourri la légitimation de cet idéal d'objectivité.

Aux yeux de Lippmann, la complexité de la société du XXe siècle rend obsolète l'idée d'un citoyen "compétent", apte à participer aux débats publics. Selon lui, le journalisme fait désormais face à un problème de nature épistémologique. Dans l'introduction de son livre, intitulée "The World outside and the Pictures in our Heads", Lippmann se demande comment faire le pont entre la réalité et la représentation qu'on s'en fait. La science lui apparaît comme la seule façon d'atteindre la vérité, parce qu'elle seule peut représenter la réalité de façon objective : il fait donc de cet idéal d'objectivité le socle d'une professionnalisation du journalisme, qui se présente ainsi comme un projet de connaissance.

En s'appuyant sur le savoir développé par des "experts", la professionnalisation du journalisme entraînera bien sûr une profonde modification de l'idée d'espace public. Aux errances et stéréotypes de l'opinion publique, qui voit les simples opinions primer sur la vérité, Lippmann préférera en effet le savoir des experts, réputés aptes à saisir les problèmes socio-politiques dans toute leur complexité et à offrir des solutions. Dans cette perspective, le journaliste devient un intermédiaire entre le savoir objectif produit par les "experts" et une opinion publique à laquelle il lui incombe de transmettre ce savoir. La professionnalisation du journalisme est donc indissociable de la professionnalisation du politique, pris en charge par des experts chargés de gérer les problèmes sociaux. L'idée de démocratie s'en trouve ainsi bouleversée : comme le peuple est réputé incapable de se gouverner lui-même, il devient inutile de former l'opinion publique à travers le débat public. C'est sur ce terrain que pourra

se développer l'idée d'une "fin des idéologies", l'information devant s'opposer, par définition, à l'idéologie.

On comprend alors que ce que Lippmann avait identifié comme un problème épistémologique prend une tout autre dimension : loin d'être un simple projet de connaissance, la professionnalisation du journalisme apparaît comme un projet politique, ou plutôt comme un projet de prise en charge techno-scientifique de la réalité sociale. En clair, loin de favoriser le débat public, politique, dans lequel les finalités mêmes du vivre-ensemble pourraient être discutées, la professionnalisation du journalisme va favoriser la dépolitisation de l'espace public, ou de ce qui en tient désormais lieu. En subordonnant le travail des journalistes à la parole des experts, Lippmann promeut en quelque sorte une privatisation de l'espace public : il ne s'agit plus tant de contribuer à la formation de l'opinion publique que de faire écho à la parole des experts, réputés pouvoir gérer efficacement la société. Le débat public cédant la place à la transmission d'informations, il ne faut alors pas s'étonner que le simple citoyen se sente de moins en moins concerné par les "affaires publiques", devenues des affaires d'"experts". Cette désaffection à l'égard de l'espace public s'accompagnera d'ailleurs en retour d'un intérêt croissant pour les affaires privées : la publicisation de l'espace privé fait ainsi écho à la privatisation de l'espace public, dans un mouvement d'ensemble qui tend à brouiller la frontière entre le public et le privé. En fait, l'espace social dans son ensemble tend à devenir un unique espace de gestion de problèmes dans lequel la moindre parcelle de réalité tend à être accaparée par des spécialistes dictant leurs réponses techniques : du décrochage scolaire à l'embonpoint, des difficultés conjugales à l'accueil des immigrants, tout peut ainsi être happé par un

discours d'experts aspirant légitimement à être répercuté par les médias.

Le statut de la parole dans cet espace indifférencié de gestion se trouve donc profondément modifié. En clair, un nouveau régime discursif se met en place, qui légitime peu à peu une articulation différente entre les mots et les choses, de plus en plus renvoyés dans deux ordres de réalité complètement disjoints. C'est dans cette logique que les faits, ou les actes, comme l'écrit Kraus, peuvent "prendre la parole" et même se substituer à elle. La parole ne disparaît pas pour autant : elle se trouve en quelque sorte frappée d'insignifiance, sans portée réelle sur le monde. Comme le dit encore Kraus, notre monde devient en fait un "immense dépotoir de phrases".

III - Espace public et espace privé : réalité et fiction

À la distinction entre l'espace privé et l'espace public se substitue ainsi une autre distinction, entre la réalité et la fiction. La réalité, ce monde réputé objectif que les experts pourraient pénétrer de leur savoir, est enfermée à la parole "profane" : enfermée en elle-même, totalement immanente, à l'instar du monde de Kafka, elle est le lieu de l'incontournable adaptation au fait, à ce qui est. Ici, la norme issue d'un débat public ne cherche plus à modeler la réalité conformément à un idéal : c'est au contraire le fait qui devient la norme, une norme implacable, issue de la réalité elle-même, et devant laquelle nous n'aurions d'autre choix que de nous incliner. La réalité apparaît ainsi comme le lieu de l'impuissance, de la fatalité, et la liberté individuelle ne peut alors être célébrée qu'au prix d'une très forte dose de cynisme. Dans ce monde, les journalistes "professionnels", très soucieux de ne pas être accusés de déroger à la sacro-sainte règle de

l'objectivité, trouvent alors amplement matière à respecter leur mantra : "la réalité, dit-on, est comme elle est", "on n'y peut rien", "on vous présente les choses telles qu'elles sont", "ne tirez pas sur le messageur", etc.

À l'opposé, le monde de la fiction apparaît comme le refuge des mots, mais des mots devenus inutiles, sans portée sur une réalité qu'ils ont désertée, mots futiles si ce n'est pour nous divertir et nous faire oublier la triste réalité à laquelle nous serions condamnés. La fiction devient ainsi le monde du spectacle, de l'évasion. Devenus impuissants dans la réalité, les gens peuvent alors se réfugier dans leurs rêves hollywoodiens et projeter leurs fantasmes sur des écrans. Ils peuvent même, parfois, se projeter eux-mêmes sur des écrans, et élever le désert de leur quotidien au statut de divertissement. La réalité devient ainsi elle-même une distraction, à l'occasion, mais la logique est sauve : la réalité demeure sans prise sur elle-même.

Cette dissociation entre l'ordre du discours et celui de la réalité dite objective s'érige sur un effacement graduel des médiations qui reliaient jusque-là les mots et les choses. La langue, la culture, l'histoire, le politique, tout cela tend à apparaître comme autant de mensonges voilant la réalité "vraie" de l'individu libre, "nu". L'authenticité exigeant au contraire des rapports im-médiats, sans médiation, la transparence peut ainsi s'ériger comme la vertu cardinale. La herse de verre de Kafka nous donnait immédiatement à voir la norme s'inscrivant dans le corps, se donnant directement à saisir dans la chair. Nous en sommes là aujourd'hui avec la biologisation du politique, pressé d'en finir avec les faux habits du symbolique et d'enfin dévoiler, avec la complicité des médias, la "vraie" nature des choses. Dans cette logique de désymbolisation du monde, l'individu néolibéral peut alors triompher, faisant écho à la formule

célèbre de Margaret Tatcher, " There is no such thing as society " : il n'y a en effet, dans cette perspective, que des individus. Mais même cette figure de l'individu, toujours inscrite dans un horizon symbolique, apparaît aujourd'hui problématique. Une fois " libéré " de la " prison " du langage, l'individu peut en effet être appréhendé comme un simple agencement matériel, à la limite réductible à un ensemble de gènes. On mesure alors ce que le triomphe contemporain de l'individu a de fallacieux : simple corps débarrassé des vieux habits symboliques qui le liaient à autrui, l'individu néolibéral (ou postmoderne) se consume dans une adaptation incessante et généralisée à un monde abandonné à sa course. L'apparent triomphe de la liberté voilerait ainsi un asservissement croissant de l'individu à la réalité.

Le nouvel " espace public " conceptualisé par Lippmann s'inscrit parfaitement dans cette dynamique d'hétéronomie. C'est pourquoi il importe de reprendre le projet krausien de " déjournaliser " la langue, mais en le modulant autrement. L'enjeu est aujourd'hui de redonner son poids à la parole dans l'espace public : " déjournaliser " la langue, c'est ainsi reconnaître qu'elle n'est pas simplement un moyen parmi d'autres de relier deux individus. Deux individus peuvent certes être reliés par une machine, et de façon très efficace : le condamné de la colonie pénitentiaire et son bourreau en sont un bon exemple. Mais la langue est étrangère à cet idéal d'immédiateté : elle est irréductible à l'efficacité du clip et du slogan, dans lesquels on tend à l'enfermer. La langue ne peut se déployer que dans la distance, une distance qui permet à deux sujets de se poser l'un face à l'autre et de se rencontrer dans l'espace commun du symbole, plutôt que de se fondre l'un dans l'autre dans une masse informe. Cet espace de la rencontre est aussi celui de la pensée : il contribue à ériger

le monde en tant qu'espace humain, lieu de production du sens. C'est là une condition essentielle pour penser la justesse de la forme des rapports entre les individus : une condition essentielle, autrement dit, pour penser la justice sociale.

IV - Démocratie et représentation du monde

Malgré tous les bémols dont on l'entoure souvent, l'objectivité demeure encore aujourd'hui au cœur de l'idéal journalistique. C'est pourtant elle qu'il faut avoir le courage de remettre en question si l'on veut revivifier le journalisme et lui permettre de redonner un sens à la démocratie. L'objectivité est devenue le cache-sexe du journalisme, qui empêche la profession de réfléchir sur ses difficultés et sur ce qu'elle est en train de faire de la langue. Quand-on analyse le journalisme dans une perspective historique, on constate ainsi que la place centrale accordée à l'objectivité a favorisé une logique politique dans laquelle la société est de moins en moins maîtresse de son destin et de plus en plus soumise à des puissances qu'elle ne contrôle pas. C'est là l'exact inverse de ce qui est recherché en démocratie, dont le journalisme se targue pourtant d'être la servante. Il résulte donc de la logique médiatique actuelle une accentuation, chez les citoyens, des sentiments d'impuissance et de cynisme.

Pour redonner à la démocratie les moyens d'agir sur le devenir de notre monde, il importe d'abord de se redonner collectivement la capacité de se représenter le monde. C'est là le rôle fondamental du journalisme : informer, " mettre en forme " le monde, le donner à voir pour le mieux comprendre et en orienter le cours conformément à la volonté collective. La représentation du monde n'a pourtant rien à voir avec la prolifération contemporaine des images, dont on nous dit qu'elle rend



désormais possible un accès direct à la " vraie " réalité, libérée des filtres déformants du regard journalistique. L'idée d'une information continue, tapissée d'un flux incessant d'images, n'est nullement garante d'une meilleure information. Elle perpétue au contraire l'idéal d'objectivité en s'inscrivant parfaitement dans la logique plus large de la société d'information, qui croit pouvoir réaliser son rêve d'un rapport immédiat entre les individus en faisant disparaître toute trace de subjectivité dans les médiations par lesquelles les individus nouent des rapports entre eux. Avec le flux d'images, derrière lequel le journaliste s'efface de plus en plus, c'est la subjectivité de ce dernier qui se trouve ainsi de plus en plus quadrillée. Dans cette optique, cet effacement du journaliste au profit des images permettrait de nous rapprocher de la réalité " objective " : en fait, plus le journaliste s'éloignerait, plus la réalité se mettrait à " parler " d'elle-même. En poussant cette logique jusqu'au bout, le journaliste pourrait devenir tout à fait superflu : il suffirait de multiplier les caméras pour permettre à la réalité de s'exprimer, en " temps réel " .

Ainsi, pense-t-on, tout risque de distorsion de la réalité serait aboli. Ici encore, c'est la parole qui se trouve donc menacée, comme si elle portait en elle un danger pour le monde. Et l'effet demeure le même, dévastateur

: c'est la possibilité de se représenter le monde de façon réfléchie qui devient toujours plus difficile. Le monde est enfermé dans sa positivité, dans ce qu'il est : plus il nous paraît transparent, moins il nous laisse de marge de manœuvre pour l'habiter humainement.

Marx a montré, au XIXe siècle, comment le capitalisme faisait apparaître les rapports sociaux comme des rapports entre les choses. La désymbolisation du monde, qui tend de plus en plus à délégitimer toute parole n'ayant pas un effet immédiat sur la réalité, radicalise ce que Marx avait dénoncé : c'est la possibilité même d'avoir un rapport subjectif au monde qui se trouve maintenant menacée. Face à ce danger, le journalisme a aujourd'hui un rôle crucial à jouer : celui de conter des histoires en ramenant la fiction dans la réalité, pour garder l'Histoire ouverte au lieu de l'enfermer dans mille et un déterminismes. Autrement dit, il incombe au journaliste de garder les mots vivants, parce que c'est dans l'écart que ceux-ci creusent entre nous et le monde que l'autonomie et la liberté peuvent être autre chose que de simples slogans appelant à l'adaptation individuelle à la réalité. Pour le dire encore autrement, le journaliste n'a pas à se faire le haut-parleur des savoirs " experts ", qui n'ont que des réponses à apporter à des questions qu'ils ne posent même plus. Son royaume est d'abord celui des questions, parce qu'il sait que les réponses sont collectives, politiques, et qu'elles ne peuvent émaner que du débat public. En se réappropriant cet espace critique, le journaliste pourra permettre que le crépuscule de la justice sociale dans l'espace public corresponde à la lumière du matin qui se lève, et non à celle qui épouse les ténèbres de la nuit.

Data do Recebimento: 14/09/2005

Data do aceite: 20/10/2005